



COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT

COMITÉ MINISTÉRIEL CONJOINT

DES

CONSEILS DES GOUVERNEURS DE LA BANQUE ET DU FONDS
SUR LE



TRANSFERT DE RESSOURCES RÉELLES AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT

1818 H Street, N.W., Washington, D.C. 20433

Telephone: (202) 458-0388

Washington, 15 octobre 2021

1. Le Comité du développement s'est réuni ce jour, 15 octobre 2021.
2. L'économie mondiale connaît une reprise inégale, sur fond d'incertitude quant à l'évolution de la pandémie. Les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire continuent d'enregistrer un nombre élevé de cas de COVID-19, d'être exposés à des risques de nouveaux variants, de faire face à des goulots d'étranglement dans l'approvisionnement en vaccins et de se heurter à des obstacles à la vaccination. Leurs économies restent en deçà des niveaux de PIB d'avant la pandémie et sont encore plus à la traîne. L'instabilité des prix des matières premières, les perturbations des chaînes d'approvisionnement, les pressions inflationnistes et les contraintes exercées sur les marges de manœuvre budgétaires compliquent davantage les mesures que pourraient envisager de prendre les pouvoirs publics.
3. Nous félicitons le Groupe de la Banque mondiale pour la plus importante riposte qu'elle ait jamais opposée à une crise de toute son existence. Au cours de l'exercice 21, le Groupe de la Banque mondiale a engagé 157 milliards de dollars pour protéger les pauvres et les personnes vulnérables, élargir la couverture de la protection sociale, soutenir les entreprises et préserver les emplois et en créer, tout en aidant plus d'une centaine de pays à répondre aux situations d'urgence sanitaire et à renforcer leurs systèmes de santé. La pandémie a infligé un revers au double objectif consistant à mettre fin à l'extrême pauvreté et assurer une prospérité partagée de manière durable, ainsi qu'aux ODD. Selon les estimations, 100 millions de personnes supplémentaires ont basculé dans l'extrême pauvreté, dont environ 80 % dans les pays à revenu intermédiaire. Des millions d'emplois ont été détruits, tandis que l'informalité, le sous-emploi et l'insécurité alimentaire ont gagné du terrain. Des enfants, en particulier des filles, ont été déscolarisés et les écarts en matière d'éducation se creusent, posant des risques à long terme pour le capital humain. La situation économique et sociale des femmes s'est détériorée, ce qui souligne l'importance de promouvoir l'égalité des sexes dans le cadre de la reprise. La pandémie a par ailleurs accru les vulnérabilités dans les pays à faible revenu, dans les pays à revenu intermédiaire et dans les situations de fragilité, de conflit et de violence (FCV).
4. Les vaccins sont essentiels pour sauver des vies et relancer les économies, et nous saluons le Groupe de la Banque mondiale pour en avoir financé l'achat et la distribution via le mécanisme COVAX, le Fonds africain pour l'acquisition des vaccins (AVAT) et directement auprès des fabricants, avec des engagements dans 55 pays à ce jour. Pour autant, des défis subsistent pour assurer un accès équitable et en temps opportun. Nous encourageons le groupe de travail du Groupe de la Banque mondiale, du FMI, de l'OMS et de l'OMC à tirer parti des partenariats mondiaux, augmenter la production, décaisser rapidement des fonds pour faciliter le déploiement et la livraison des vaccins contre la COVID-19, et financer les outils cruciaux de test, de diagnostic et de traitement. Nous soutenons également les efforts déployés par le groupe de travail pour promouvoir la préparation des pays et les actions qu'ils prennent pour remédier aux goulots d'étranglement et en rendre compte. Nous reconnaissons le rôle que joue IFC dans la stimulation de la production de vaccins et le soutien aux fabricants d'équipements médicaux dans les pays en développement, notamment à travers sa Plateforme mondiale pour la santé. Nous félicitons également la MIGA pour avoir contribué à l'augmentation des investissements du secteur privé. Nous invitons le Groupe de la Banque mondiale à continuer de rechercher des solutions innovantes à même d'aider à mobiliser des financements privés en faveur des pays en développement.
5. La pandémie montre qu'il est important d'investir dans la prévention, la préparation et la riposte aux crises. Tous les pays sont exposés à des risques, notamment de pandémies, de catastrophes naturelles et de phénomènes liés au climat. Les pays ont besoin de politiques, de mécanismes, d'institutions et de ressources plus solides pour renforcer la résilience. Travaillant en collaboration avec des partenaires de développement, le Groupe de la Banque mondiale est particulièrement bien placé pour prêter soutien dans des domaines clés, notamment le renforcement des cadres budgétaires pour une mise en œuvre plus efficace des politiques anticycliques, la promotion du capital humain, l'amélioration de la qualité et l'augmentation du volume des infrastructures, l'élargissement de l'accès à l'énergie, la mise en place de systèmes de santé et de protection sociale robustes, et la facilitation des infrastructures numériques, tous des éléments essentiels au renforcement de la résilience des pays. Nous appelons le Groupe de la Banque mondiale à continuer de fournir rapidement des financements souples aux plus vulnérables, y compris dans les petits États et dans les situations de fragilité, de conflit et de violence. Le Groupe de la Banque mondiale peut également mettre à profit les connaissances et les enseignements tirés de l'expérience, tout en surveillant et en

prenant en compte les risques tels que les pénuries alimentaires, la malnutrition et les menaces à la cybersécurité, et en exerçant davantage la diligence voulue en ce qui concerne les perturbations des chaînes d'approvisionnement. Nous appelons le Groupe de la Banque mondiale à continuer d'œuvrer au renforcement de la prévention, de la préparation et de la riposte aux crises, et à jouer un rôle dans l'architecture mondiale de la santé.

6. Le Groupe de la Banque mondiale devrait continuer de soutenir une reprise verte, résiliente et inclusive, dans le droit fil des objectifs à plus long terme de développement durable. Le changement climatique, l'appauvrissement de la biodiversité et la dégradation de l'environnement ont exacerbé les effets de la pandémie sur la réduction de la pauvreté, les inégalités, le capital humain, les migrations, l'égalité entre les sexes, les situations de fragilité, de conflit et de violence, et la sécurité alimentaire, alors que les petits États, les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire présentent tous de grandes vulnérabilités. Disposant de ressources limitées, le Groupe de la Banque mondiale, ainsi que d'autres institutions financières internationales, devrait prodiguer des conseils sur les réformes cruciales à mener, aider à améliorer la mobilisation équitable des ressources nationales et la qualité des dépenses publiques, lutter contre les flux financiers illicites, promouvoir un environnement propice aux investissements privés et publics, et travailler au renforcement des institutions. Nous affirmons l'importance de l'appui du Groupe de la Banque mondiale à la création d'emplois et à la transformation économique dans le cadre d'un vaste programme de développement vert, résilient et inclusif. Nous souscrivons par ailleurs à la mise en place d'autres mécanismes visant à augmenter les financements climatiques du Groupe de la Banque mondiale, y compris à partir de sources privées. Nous invitons le Groupe de la Banque mondiale et le FMI à approfondir leur diagnostic des besoins dans les pays à faible revenu et dans les pays à revenu intermédiaire, au cas par cas, ainsi que l'appui aux politiques publiques et les instruments de financement innovants permettant de reconstruire en mieux. Nous invitons le Groupe de la Banque mondiale à évaluer son aide aux pays à revenu intermédiaire, qui ont été durement touchés par la pandémie.
7. Nous accueillons favorablement le Plan d'action sur le changement climatique du Groupe de la Banque mondiale, et notamment la mesure et la communication des résultats, ainsi que le solide soutien apporté aux contributions déterminées au niveau national (CDN) et aux stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité. Nous invitons le Groupe de la Banque mondiale à déployer ses nouveaux rapports nationaux sur le climat et le développement établis dans les pays clients, lesquels renforceront le lien entre les enjeux climatiques, le développement et la réduction de la pauvreté, recenseront les lacunes et détermineront les actions à mener. Nous attendons du Groupe de la Banque mondiale que, guidé par les CDN et travaillant en coopération avec d'autres banques multilatérales de développement, il joue un rôle de premier plan dans le respect de l'Accord de Paris, avec des échéanciers, résultats visés et mécanismes de financement précis. Dans le cadre de son travail sur le climat, le Groupe de la Banque mondiale devrait accorder une importance égale au financement de l'adaptation et de l'atténuation. Nous trouvons encourageant l'engagement du Groupe de la Banque mondiale à augmenter ses financements climatiques, conformément aux objectifs nationaux, à une moyenne de 35 % au cours des cinq prochaines années. Nous exhortons le Groupe de la Banque mondiale à accroître encore son impact en mobilisant davantage de financements climatiques auprès du secteur privé et de ressources nationales. Nous invitons le Groupe de la Banque mondiale à s'appuyer sur son Plan d'action sur le changement climatique pour aider à protéger le capital naturel et la biodiversité. Nous le prions instamment d'aider les pays à opérer une transition juste vers une économie sobre en carbone, adaptée à la conjugaison des besoins, des capacités et des actifs énergétiques de chaque pays. Nous soutenons le rôle important du Groupe de la Banque mondiale et du FMI dans la préparation des prochaines réunions de la COP15 sur la biodiversité et de la COP26 sur le climat. Nous invitons le Groupe de la Banque mondiale à continuer de travailler sur les mécanismes et formules envisageables pour accroître la mobilisation des financements du secteur privé.
8. Nous nous engageons à conclure une reconstitution ambitieuse des ressources d'IDA-20 en décembre et sommes encouragés par les négociations. Les pays IDA seront confrontés à des besoins de financement exceptionnellement élevés au cours du prochain cycle de l'IDA. Nous en appelons à la solidarité de tous les partenaires pour faire en sorte que le train de mesures et l'enveloppe financière qui seront adoptés soutiennent la reprise à la suite de la pandémie.
9. Nous encourageons le Groupe de la Banque mondiale et le FMI à continuer de coordonner leurs efforts pour renforcer la transparence de la dette et les capacités de gestion de la dette, notamment en menant un processus visant à renforcer la qualité et la cohérence des données relatives à la dette et à améliorer les informations communiquées en la matière, tout en aidant de nombreux pays à faible revenu et pays à revenu intermédiaire à parvenir à la viabilité de leur dette et de leurs finances publiques. Alors que l'Initiative de suspension du service de la dette (DSSI) touche à sa fin, nous nous félicitons du soutien apporté par le Groupe de la Banque mondiale et le FMI, dans le droit fil de leurs mandats respectifs, dans la mise en œuvre du Cadre commun du G20, en collaboration avec le Club de Paris. Nous rappelons le travail en cours des banques multilatérales de développement, comme indiqué dans le Cadre commun, tenant compte des vulnérabilités de la dette.
10. Nous jugeons encourageante l'approbation de la nouvelle allocation générale de DTS du FMI, équivalant à environ 650 milliards de dollars, qui répondra aux besoins à long terme, à savoir compléter les réserves, renforcer la confiance et favoriser la résilience et la stabilité de l'économie mondiale. Cette allocation aidera particulièrement les pays vulnérables à faire face à la crise de la COVID-19. Nous invitons le FMI et le Groupe de la Banque mondiale à travailler ensemble, dans le cadre de leurs mandats et tenant compte de leur avantage comparatif, pour aider les pays à tirer le meilleur parti de leurs

DTS, soutenir et coordonner les initiatives volontaires de transfert des DTS, et amplifier les avantages pour les pays vulnérables.

11. Nous soutenons fermement l'engagement du Groupe de la Banque mondiale à respecter les normes les plus élevées de transparence et de responsabilisation dans les opérations qu'il finance. Il s'agit notamment de l'application rigoureuse du Cadre environnemental et social et des Normes de performance, qui élargissent les protections dont bénéficient les personnes et l'environnement dans les projets financés par le Groupe de la Banque mondiale, et nous nous félicitons des efforts constants du Groupe de la Banque mondiale de renforcer la diligence voulue. Nous nous félicitons également de la mise en œuvre des récentes réformes des mécanismes de responsabilisation du Groupe de la Banque mondiale.
12. Nous soutenons aussi fermement l'engagement du Groupe de la Banque mondiale en faveur des niveaux les plus élevés de transparence et de responsabilisation dans ses opérations et travaux de recherche. Nous attendons du Groupe de la Banque mondiale qu'il prenne des mesures supplémentaires pour assurer l'intégrité et la crédibilité des données et des produits de savoir et promouvoir une culture de respect, d'inclusion et de non-discrimination, afin que le personnel soit à l'abri de représailles et se sente en confiance pour signaler des actes répréhensibles. Nous appelons à une protection renforcée des lanceurs d'alerte et à une politique de tolérance zéro en matière d'abus et d'inconduite. Nous félicitons le personnel pour son attachement continu à la mission du Groupe de la Banque mondiale dans des circonstances difficiles.
13. Nous remercions le personnel du Groupe de la Banque mondiale pour les efforts exceptionnels qu'il déploie afin d'accroître l'aide apportée aux pays clients pendant la crise mondiale. Nous restons déterminés à améliorer les performances et la culture des institutions pour qu'elles donnent le meilleur d'elles-mêmes, grâce à la promotion incessante de la diversité, de l'équité, de l'inclusion, de l'égalité des sexes et d'une tolérance zéro au racisme.
14. Nous remercions également les Administrateurs du Groupe de la Banque mondiale pour leur travail sur les Examens des droits de vote de l'IDA et de la répartition du capital de la BIRD et d'IFC. Nous nous félicitons du consensus qui s'est dégagé autour du rapport final sur l'Examen des droits de vote de l'IDA. Nous acceptons la recommandation de ce rapport concernant le nouveau cadre proposé et appelons à la mise en œuvre de ce dernier lors de la prochaine reconstitution des ressources d'IDA-20. Par ailleurs, nous prenons acte du rapport final sur l'Examen de la répartition du capital de 2020 et en acceptons les recommandations, y compris le calendrier des travaux techniques pour la préparation du prochain examen. Nous attendons avec impatience le prochain Examen quinquennal de la répartition du capital, qui aura lieu en 2025 conformément aux principes de Lima sur la répartition du capital.
15. Nous remercions Mme Mia Amor Mottley, Première ministre et ministre des Finances de la Barbade, pour ses conseils et le leadership dont elle a fait preuve en sa qualité de présidente du Comité au cours de l'année écoulée. Nous souhaitons la bienvenue à Mme Azucena Arbeleche, ministre de l'Économie et des Finances de l'Uruguay, comme présidente du Comité du développement pour la période allant de novembre 2021 à octobre 2022.
16. La prochaine réunion du Comité du développement se tiendra le 22 avril 2022 à Washington.